



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE SPÉCIALE DU CONSEIL DE LA VILLE DE CAUSAPSCAL, tenue le 18 décembre 2020 à 20 h, à l'Hôtel de Ville situé au 1, rue Saint-Jacques Nord, sont présents :

Mesdames les conseillères Guylaine Boily et Odile Roy, messieurs les conseillers Denis Viel, Louis-Marie D'Anjou, Mario Bouchard et Gaëtan Gagné formant quorum sous la présidence de monsieur le maire André Fournier.

Est aussi présent monsieur Laval Robichaud, directeur général.

1- Ouverture

Monsieur le maire déclare la séance ouverte, le quorum étant atteint.

2- Adoption de l'ordre du jour

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du budget pour l'exercice financier 2020
4. Adoption du programme triennal des dépenses en immobilisation 2020-21-22
5. Avis de motion et présentation pour le règlement 248-20 taux de taxe 2020
6. Période de questions
7. Levée de la séance

2018-12-359 Monsieur le conseiller Mario Bouchard propose, appuyé par madame la conseillère Odile Roy d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

3- Adoption du budget pour l'exercice financier 2020

2018-12-360 Madame la conseillère Guylaine Boily propose, appuyée par monsieur le conseiller Denis Viel, d'adopter le budget pour l'exercice financier 2020 démontrant des revenus et des dépenses de 4 590 252 \$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

4- Adoption du programme triennal des dépenses en immobilisation 2020-2021-2022

2018-12-361 Monsieur le conseiller Mario Bouchard propose, appuyé par monsieur le conseiller Gaëtan Gagné, d'adopter le programme triennal des dépenses en immobilisation 2020-2021-2022.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

- 5- Avis de motion et présentation pour le règlement 248-20 taux de taxe 2020
Mme la conseillère Guylaine Boily donne avis de motion en vue de l'adoption d'un règlement établissant le taux de taxes 2020 lors d'une séance ultérieure.

PRÉSENTATION
RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES TAUX DE TAXES POUR L'ANNÉE 2020
SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE CAUSAPSCAL

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir les taux de taxes pour l'année 2020,

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné lors de la séance du 18 décembre 2019 par _____,

ATTENDU QU'il y a eu présentation du règlement lors de séance du 18 décembre 2019,

EN CONSÉQUENCE, monsieur le conseiller _____ propose, appuyé par madame la conseillère _____ que le règlement 248-20 soit adopté et qu'il soit décrété ce qui suit :

Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 2

Les catégories d'immeubles pour lesquels la Ville de Causapscal fixe différents taux de la taxe foncière générale sont celles déterminées à la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1)

Les taux s'appliquant à tous les immeubles situés dans les limites de la Ville de Causapscal, selon les catégories d'immeubles, sont les suivants :

Catégories d'immeubles	Taux de la taxe foncière (par 100 \$ d'évaluation)
Immeubles non résidentiels	1,790 \$
Immeubles industriels	1.790 \$
Immeubles de six (6) logements et plus	1,330 \$
Terrains vagues	1,330 \$
Immeubles agricoles	1,330 \$
Immeubles résiduels (taux de base)	1,330 \$

Les dispositions prévues aux articles 244.29 à 244.74 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) s'appliquent

Article 3

Un taux pour le service d'aqueduc, pour le service d'égouts et d'enlèvement des matières résiduelles sont imposés et prélevés de tout propriétaire d'immeuble desservi par ces services.

La valeur d'une unité pour les services d'aqueduc, d'égouts et d'enlèvement des matières résiduelles s'établit comme suit :

Service d'aqueduc 325 \$

Service d'égouts 155 \$

Service d'enlèvement et disposition des matières résiduelles 215 \$

Le tarif applicable à chaque catégorie d'immeubles est déterminé en multipliant la valeur d'une unité du présent règlement par le nombre d'unités attribuées à chacune des catégories d'immeubles ou d'usages tels que précisés ci-après.

AQUEDUC

Catégories d'immeubles, Usages ou places d'affaires	Nombre Unité (s)
1. Résidentiel	1
2. Commerce non énuméré ci-dessous	1
3. Garage	2
4. Hôtellerie, Restaurant	3.5
5. Restaurant, Cantine saisonnière	2
6. Auberge avec Chalet, Motel	3.5
7. Lave-Auto	4
8. Super marché	2

ÉGOUT

Catégories d'immeubles, Usages ou places d'affaires	Nombre Unité (s)
1. Résidentiel	1
2. Commerce non énuméré ci-dessous	1
3. Garage	1
4. Hôtellerie, Restaurant	2
5. Restaurant, Cantine saisonnière	1.5
6. Auberge avec Chalet, Motel	2
7. Lave-Auto	2
8. Super marché	2

MATIÈRES RÉSIDUELLES

Catégories d'immeubles, Usages ou places d'affaires	Nombre Unité (s)
1. Immeuble résidentiel par logement	1
2. Habitation saisonnière (chalet)	.5
3. Commerce non énuméré ci-dessous	2
4. Restaurant, Auberge,	4
5. Restaurant, cantine saisonnière	3
6. Super Marché	30
7. Dépanneur - station-service – Lave-auto	5
8. Pharmacie	10
9. Commerce exploité par la propriétaire dans sa résidence (coiffure...)	.5
10. Quincaillerie	4
11. Dépanneur	2
12. Station-Service	2
13. Camping	2

La tarification décrétée pour la cueillette de base est établie par contrat. Au renouvellement dudit contrat, une publication sera faite.

Pour certains commerces, dont la liste est jointe en annexe, pour une cueillette supplémentaire en plus du service de base, il sera chargé 85 \$ la cueillette.

Article 4

.3 unités pour chacun des services sera chargé aux commerces suivants, si exploité par le propriétaire dans sa propriété :

Assurance
Comptabilité
Massothérapeute

Article 5

VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES

Tarifs annuels pour la:

- Pour une résidence habitée à l'année : 130 \$ et autre frais, si applicable;
- Pour une résidence saisonnière : 65 \$ et autre frais, si applicable;
- Pour les fosses scellées, le coût pour une vidange : 260 \$ et autre frais, si applicable;

VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES (SUITE)

Le coût total par vidange est de 260 \$ pour une fosse de 1000 gallons ou moins. L'excédent sera facturé au taux de 0.26 cents / gallon. Ces coûts sont divisés par quatre pour une résidence saisonnière et par deux pour une résidence habitée à l'année.

Par suite de l'entente avec l'occupant et ou le propriétaire, pour le moment de la vidange, un frais de 80 \$ sera appliqué dans tous les cas où la vidange ne pourra être exécutée comme convenue.

Tous les frais cités précédemment seront appliqués au compte de taxes.

S'il y avait un besoin de faire une vidange à l'extérieur de la collecte programmée (urgence, changement d'installation septique, construction, etc.), il faut demander à un entrepreneur disponible, les frais seront assumés par le propriétaire.

Article 6

Toute nouvelle construction ou usage ne s'identifiant pas à une des catégories énumérées du présent règlement ou tout immeuble actuel ne pouvant correspondre à l'une d'elles verra son tarif pour services municipaux établi par le conseil municipal qui tiendra compte des tarifs du présent règlement pour l'établir.

Article 7

Les tarifs pour services municipaux sont imposés et prélevés du propriétaire de chaque immeuble et ils sont exigibles même de celui qui refuserait le service et même de celui dont le logement, bureau, local ou établissement quelconque est vacant sous réserve de l'article 9 du présent règlement.

Ces tarifs sont indivisibles sauf dans les cas où un bâtiment est construit, réaménagé, détruit ou démoli au cours de l'année :

- Dans le cas où un bâtiment est construit au cours de l'année, le montant du tarif est calculé au prorata du nombre de jours complets à partir du raccordement dudit bâtiment au service municipal concerné.
- Dans le cas où un bâtiment à vocation multiple ou à plusieurs logements est construit au cours de l'année, un tarif de base pour une unité sera facturé et calculé au prorata du nombre de jours complets à partir du raccordement dudit bâtiment au service municipal concerné. Pour les autres unités, celles-ci seront facturées au prorata du nombre de jours complets à partir de la date effective du certificat de l'évaluateur déterminant la fin des travaux.

- Dans le cas où un bâtiment ou immeuble est réaménagé ou qu'il change d'usage au cours de l'année, le montant des tarifs est calculé au prorata du nombre de jours complets à partir de la date effective du certificat de l'évaluateur à cet effet.
- Dans le cas où les services d'aqueduc et d'égouts sont prolongés dans un secteur, les tarifs concernés deviennent exigibles à la date de la mise en opération des services et le montant des tarifs est calculé au prorata du nombre de jours complets à partir de la date de mise en opération.
- Dans le cas où un bâtiment est détruit ou démoli, le remboursement des tarifs est calculé au prorata du nombre de jours à écouler depuis la date effective du certificat de l'évaluateur à cet effet.

Article 8

En regard d'un logement qui est vacant et qui n'est plus à louer et pour lequel le propriétaire demande le remboursement des tarifs, celui-ci devra faire la preuve d'inoccupation des lieux depuis au moins six mois consécutifs au moyen d'une déclaration solennelle qui énonce qu'il ne loue plus le local concerné et joindre, s'il y a lieu, un permis ou certificat d'urbanisme relatif à la transformation ou au changement d'utilisation du bâtiment. Dans une telle situation, le montant du remboursement des tarifs pour services municipaux est calculé au prorata du nombre de jours complets à partir de la date d'inoccupation du local, et ce, jusqu'aux maximums prévus par la Loi.

En regard d'un local commercial, industriel ou de service qui est inoccupé en début d'année, aucun tarif ne sera imposé pour un tel local.

Toutefois, un tarif équivalent à une unité pour chacun des services municipaux (aqueduc, égouts et vidange) est imposé pour un bâtiment principal même si tous les locaux de ce bâtiment sont inoccupés ou vacants. Une municipalité peut imposer à ces immeubles une tarification des services municipaux comme le suggère l'article 244.3 de la Loi sur la fiscalité municipale, puisque la Loi reconnaît que:

“Le bénéfice reçu [d'un mode de tarification] est reçu non seulement lorsque le [contribuable] utilise réellement le [...] service, mais aussi lorsque le [...] service est à sa disposition [ou qu'il est] susceptible de lui profiter éventuellement.”

Article 9

Lorsqu'une unité d'évaluation ou un local de celle-ci commence à être occupé, cesse de l'être ou change d'occupant, le débiteur de la taxe doit, dans les trente jours, donner un avis écrit au greffe de la Ville.

Le défaut de ce faire entraîne la perte du droit au remboursement ou au crédit.

Article 10

Tout refus par le débiteur de la taxe de fournir à la Ville quelques renseignements requis ou de permettre l'accès aux lieux concernés pour vérification entraîne la perte du droit au remboursement ou au crédit.

Article 11

Dans les trente jours de la date du dépôt de l'avis au débiteur de la taxe, le trésorier rembourse le trop-perçu de taxe pour toute demande conforme.

Aucun intérêt ne s'ajoute à ce remboursement.

Article 12

Les tarifs pour services municipaux font partie du compte de taxes municipales et leurs paiements sont assujettis aux mêmes dispositions et obligations que le paiement de la taxe foncière.

Article 13

Toutes les taxes foncières générales, spéciales, d'amélioration locale, tous les tarifs, compensations et loyers imposés par le présent règlement couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 et deviendront dues et exigibles conformément à la Loi.

Article 14

Les modalités de paiement des comptes de taxes municipales sont définies par règlement municipal applicable pour tout exercice financier au cours duquel les taxes sont imposées, soit le *Règlement n° 43-98 régissant le paiement des taxes et les intérêts*. Les comptes en souffrance portent intérêt au taux de 12 % l'an.

Article 15

Nonobstant toute décision d'un tribunal concernant un ou plusieurs articles du présent règlement, les autres articles du présent règlement demeurent en vigueur.

Article 16

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi le jour de sa publication.

6- Période de questions

Aucune question.

7- Levée de la séance

2018-12-362

Monsieur le conseiller Louis-Marie D'Anjou, appuyé par Monsieur le conseiller Mario Bouchard, de lever la séance.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

André Fournier, maire

Laval Robichaud, directeur général et
secrétaire-trésorier